

# L'URGENCE D'UNE REFONDATION DU CONTRAT SOCIAL ET D'UNE RÉPONSE DÉMOCRATIQUE AUX MOBILISATIONS CITOYENNES

COMMUNIQUÉ

PARIS, 19 OCTOBRE 2026

Ce 17 octobre 2026 restera comme une journée exceptionnelle par l'intensité des mobilisations citoyennes, déterminées et pacifiques, guidées par des revendications légitimes ; inquiétante du fait des destructions inacceptables d'édifices publics et de pillages de commerces par des personnes souvent extérieures à l'esprit des mobilisations ; gravissime en raison des violences indiscriminées et disproportionnées commises par les agents chargés du maintien de l'ordre – la force ne pouvant être employée que dans le strict respect des principes et des règles de la République.

LDH  
Fondée en 1898



Il était tentant pour les responsables du gouvernement d'affirmer que ces trois éléments sont intrinsèquement liés, que le premier entraîne le second qui explique le troisième. Et d'enchaîner avec l'affirmation, fausse et délétère, que la seule question qui vaille maintenant est de choisir entre l'ordre et le désordre. Ce que le Premier ministre a résumé par l'injonction dangereuse à « choisir son camp », et dont le président de la République fait un des éléments centraux de son discours hier soir.

En effet, les mobilisations lycéennes, parties d'un établissement du Val-de-Marne, se sont heurtées immédiatement au mépris, à la délégitimation, et ont fait l'objet d'une violente répression. Ce sont, depuis des années, les seules réponses des gouvernements face aux mobilisations sociales justifiées, notamment, par le délabrement des services publics et les atteintes aux droits sociaux des gilets jaunes à la défense massive du système des retraites. Les exceptions faites pour les agriculteurs et les policiers ne changent rien à ce constat général.

La prise de parole du président de la République n'a absolument pas été à la hauteur des enjeux, renvoyant aux débats de la campagne présidentielle les réponses urgentes attendues dès aujourd'hui. Elle inquiète lorsqu'il nie la légitimité de mobilisations citoyennes, assimilant le fait « d'aller dans la rue, de manifester » à la création d'un désordre qui abîmerait la République.

Il est urgent que le président de la République et le gouvernement reconnaissent la nécessité de refonder le contrat social, systématiquement détruit, et agissent en conséquence. Aujourd'hui, ils sont les premiers sur qui pèse la responsabilité d'apporter immédiatement les réponses politiques et démocratiques qui construisent une solide cohésion sociale, autour d'un contrat social qui ne saurait attendre. Tant que leurs propositions en ce sens ne seront pas sur la table, comment penser que le dialogue puisse avoir lieu ?

La boussole des pouvoirs publics doit être l'État de droit, le respect des droits et libertés, et la justice sociale. Face à la triple crise sociale, écologique et démocratique, cela doit passer dès maintenant par des propositions concrètes qui répondent au besoin urgent d'égalité et de justice et fondent un avenir partagé désirable.

COMMUNIQUÉ

LDH  
Fondée en 1898

